



Communauté de Communes du Pays de Bitche
4, rue Général STUHL - BP 80043 - 57232 BITCHE Cedex.
Tel: 03.87.96.99.45. Fax: 03.87.96.66.75.
Email: contact@cc-paysdebitche.fr

**MISE EN ŒUVRE ET ANIMATION DU DOCUMENT D'OBJECTIFS NATURA 2000
« PELOUSE A OBERGAILBACH » FR 4100168 (57 – MOSELLE)**

Règlement de la consultation

Mode de consultation : Le présent marché est passé selon la procédure adaptée conformément aux articles L2123-1, R2123-1 à R2123-7 du Code de la Commande Publique.

Date limite de réception des offres : **24/05/2024 à 12H00**

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
1-2. Etendue de la consultation.....	3
1-3. Décomposition et forme du marché	3
1.4 Conditions de participation des concurrents.....	3
1.5 Nomenclature Communautaire.....	4
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1 Durée marché – Délais d'exécution.....	4
2.2 Variantes et Options.....	4
2.3 Délais de validité du marché	4
2.4 Prescriptions.....	4
2.5 Mode de règlement du marché et modalités de financement.....	4
ARTICLE 3. DOSSIER DE CONSULTATION.....	4
ARTICLE 4. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	5
4.1 Documents à produire	5
4.1.1 – Pièces de la candidature	6
4.1.2 – Rejet des plis de candidatures	6
4.1.3 – Pièces de l'offre.....	6
ARTICLE 5. SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES.....	6
ARTICLE 6. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS.....	8
ARTICLE 7. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	8
7.1 Demande de renseignements	8
ARTICLE 8. VOIES ET DELAIS DE RECOURS.....	8

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne la mise en œuvre et l'animation du document d'objectifs Natura 2000 « PELOUSE D'OBERGAILBACH » FR 41001 68 (57 – Moselle)

Lieu d'exécution :

Site Natura 2000 FR 4100168 – 57720 OBERGAILBACH.

1-2. Etendue de la consultation

1.2.1 – Rappel de la procédure

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée conformément aux articles L2123-1, R2123-1 à R2123-7 du Code de la Commande Publique.

1.2.2 – Type de marché

Marché de prestations intellectuelles

1-3. Décomposition et forme du marché

1.3.1 – Mode de dévolution

Le marché n'est pas alloti.

1.3.2 – Forme du marché

Le marché est simple.

1.4 Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 € TTC.

Forme du groupement :

- ☒ Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.
- ☐ Le pouvoir adjudicateur impose un groupement solidaire.
- ☐ Le pouvoir adjudicateur impose un groupement conjoint avec mandataire solidaire.
- ☐ Le pouvoir adjudicateur impose un groupement conjoint sans mandataire solidaire.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements,
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

1.5 Nomenclature Communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV), sont : 90710000-7 – Gestion environnementale.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Durée marché – Délais d'exécution

La durée du marché est fixée à : quatre (4) ans.

Le délai d'exécution des prestations est annuel et démarrera à partir de la date de notification du marché.

2.2 Variantes et Options

- ☒ Les variantes ne sont pas autorisées.
- ☐ Les variantes sont autorisées sur les aspects suivants :
- ☒ Le marché ne prévoit pas de PSE.
- ☐ Le marché prévoit les PSE suivantes :

2.3 Délais de validité du marché

Le délai de validité des offres est fixé à 45 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.4 Prescriptions

Les compétences attendues du titulaire ou du groupement :

Le candidat à la fonction de structure animatrice doit satisfaire à des critères de compétences scientifiques (écologie) et techniques (gestion des milieux naturels) ainsi que d'aptitudes à la négociation. Pour ce faire, la désignation d'un chargé de mission coordonnateur au sein de la structure, ainsi qu'une assistance technique sur le patrimoine naturel (qui peut éventuellement être sous-traitée), sont demandées.

2.5 Mode de règlement du marché

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiements équivalentes.

ARTICLE 3. DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le règlement de consultation (RC),
- L'acte d'engagement (AE),
- Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (CDPGF),
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat, par téléchargement sur le profil d'acheteur, à l'adresse électronique suivante :

Les soumissionnaires peuvent s'authentifier sur la plateforme de dématérialisation, ils indiquent une adresse de courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions, rectifications ou réponses aux éventuelles questions de candidats. Seuls les candidats qui se sont identifiés pourront en effet être informés.

Les candidats doivent nécessairement prendre en compte les éventuelles modifications ou réponses apportées afin de formuler leur offre.

ARTICLE 4. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

4.1 Documents à produire

Chaque candidat produira un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

4.1.1 – Pièces de la candidature

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

- Le formulaire DC1 « lettre de candidature » ;
- Le formulaire DC2 « déclaration du candidat » ;
- Un document attestant des pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat (si nécessaire).
- Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois dernier exercices disponibles **(partie D1 du formulaire DC2 « déclaration du candidat »)** ;
- Preuve d'une assurance pour les risques professionnels et le cas échéant déclaration appropriée de banques ;
- Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels la publication des bilans est obligatoire en vertu de la loi.
- Les renseignements concernant les capacités professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Présentation d'une liste de prestations similaires exécutés au cours des 3 dernières années ;
- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique du ou des responsables et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables des prestations de même nature que ceux qui font l'objet du marché à passer ;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le prestataire ou l'entrepreneur dispose pour l'exécution des prestations ;
- Qualifications professionnelles du candidat ;

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

4.1.2 – Rejet des plis de candidatures

Les candidatures seront rejetées systématiquement dans les cas suivants :

- Pli arrivé postérieurement à la date et à l'heure limite de remise des plis ou pli ne garantissant pas la confidentialité de la candidature ou de l'offre ;
- Si les renseignements sollicités au point précédent ne sont pas transmis dans le cadre de la candidature ou suite à une demande de régularisation ;
- Les candidatures qui émaneraient d'une personne ne pouvant pas soumissionner ¹ au sens des articles L 2141-1 à 14 du Code de la Commande Publique ;
- Absence de signature des documents acte de candidature, attestation sur l'honneur et, le cas échéant, le pouvoir donné au mandataire du groupement.

4.1.3 – Pièces de l'offre

- L'acte d'engagement (A.E) ci-joint complété et signé, y compris la répartition des montants des prestations si plusieurs intervenants ;
- Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (CDPGF) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification daté et signé ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification daté et signé ;
- Une note méthodologique détaillant notamment :
 - o La compréhension des enjeux,
 - o La stratégie de communication,
 - o Le lien avec les partenaires,
 - o Les moyens humains mobilisés :
 - o Le candidat présentera l'équipe dédiée – personnes intervenant directement durant la mission – ainsi que le chef de pilotage de la mission dénommé.
 - o Chaque participant sera clairement nommé, ses qualifications (curriculum vitae), et son rôle sur le dossier et son expérience dans le même domaine devront être précisés.
 - o Suivi/ Evaluation : Le candidat présentera un exemple type d'instruction de dossier afin d'illustrer la méthode de travail retenue et les engagements pris par le candidat. Le candidat présentera des propositions de grille de suivi des contacts avec les particuliers et de cadre type de bilans. Le candidat exposera l'assistance qu'il fournira à la collectivité pour la conduite et l'évaluation de l'opération.
 - o Les moyens techniques seront décrits également (matériels, déplacements – réunions, moyens informatiques pour compilation des données, leur synthèse, rédaction des documents adéquats, rapports, rendus ...).
 - o Tout document jugé nécessaire à la compréhension de l'offre (en veillant à la pertinence des éléments supplémentaires transmis)

ARTICLE 5. SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues :

- Aux articles L 2142-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Les critères relatifs à la candidature sont :

¹ Ces interdictions s'appliquent à l'ensemble des soumissionnaires, candidats ou membres d'un groupement de candidat.

- Capacités professionnelles au travers des qualifications professionnelles et des certifications qualité ;
- Les capacités techniques au travers des moyens matériels et humains, des références et des certificats de capacité ;
- Chiffre d'affaires.

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Libellés	Pondération
1	Prix	40%
2	Prestation et méthodologie	30%
3	Les moyens techniques et humains pour l'exécution de la mission	30%

L'analyse des offres sera faite de la manière suivante :

Après élimination des offres inappropriées, irrégulières, inacceptables ou anormalement basses, l'ensemble des critères est noté sur 100, en fonction de la pondération et de la note de chacun.

Chaque critère sera noté sur la base des informations fournies dans les dossiers. Une note globale sera déterminée pour chacune des offres par addition des notes obtenues pour chaque critère. L'offre obtenant la meilleure note étant classée première.

Pour le critère Prix, la notation se fait par une comparaison du prix moyen et du prix de l'offre, après élimination des offres inappropriées, irrégulières, inacceptables ou anormalement basses.

Les prix servant à l'analyse des offres seront ceux indiqués dans l'Acte d'Engagement (A.E).

Note financière = 40 * (Prix le plus bas) / (Prix Offre)

En cas d'égalité de plusieurs candidats, le prix d'intervention en cas d'urgence servira à départager les offres.

Pour le critère Valeur Technique, jugé à partir de la note méthodologique selon les critères suivants :

- Prestation et Méthodologie pour la réalisation de l'étude (30 points)
 - o La compréhension des enjeux (10 points)
 - o La stratégie de communication (10 points)
 - o Le lien avec les partenaires (10 points)
- Compétences professionnelles, expérience du candidat et moyens humains spécifiquement affectés à l'exécution des prestations (30 points) :
 - o Compétences professionnelles du candidat : présentation de l'organisme, son organisation, son implantation, ses missions (10 points)
 - o Expérience du candidat : présentation d'une liste des principaux services fournis ou engagés au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date, le nom et les coordonnées complètes de chaque destinataire public ou privé (10 points)
 - o Composition et expertise de l'équipe mise en place pour répondre à la prestation (10 points)

Négociation, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les meilleures offres, dans la limite des 3 candidats les mieux classés (sous réserve d'un nombre suffisant de candidat) suite à l'analyse des offres, au vu des critères de jugement des offres. La négociation portera sur les éléments de l'offre ainsi que sur le prix.

Les modalités et la date de la négociation, seront envoyées aux candidats admis à la négociation, par courriel ou fax ainsi que par courrier.

En cas d'égalité de point, le candidat le mieux classé sur le critère « prix » sera privilégié.

ARTICLE 6. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Toutes les pièces sont accessibles sur le profil d'acheteur : <https://www.cc-paysdebitche.fr/amenagements/les-marches-publics/>

Le téléchargement des documents sur le profil d'acheteur

☒ Est obligatoire.

Les candidats transmettent leurs offres par voie électronique sur le profil acheteur. Aucun plis courrier ne sera accepté.

ARTICLE 7. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

7.1 Demande de renseignements

Les demandes de renseignements doivent parvenir de préférence

- Via le profil d'acheteur <https://www.cc-paysdebitche.fr/amenagements/les-marches-publics/>

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaire au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite via le profil acheteur.

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, 8 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

7.2 Documents complémentaires

Les documents complémentaires au cahier des charges sont communiqués aux concurrents dans les 8 jours qui suivent la réception de leur demande via le profil d'acheteur.

ARTICLE 8. VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Strasbourg
31 avenue de la Paix- 67000 STRASBOURG
Tél : 03 88 21 23 23
Fax : 03 88 36 44 66

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.